

IDENTIFICATION DES PUCES DE TÉLÉPHONIE MOBILE

Vers un autre report ?

L'Agence de régulation de la poste et des télécommunications statuera aujourd'hui sur le prolongement de l'opération d'identification des puces de téléphonie mobile. Un délai supplémentaire serait nécessaire pour permettre aux trois opérateurs d'identifier et de ficher près de deux millions et demi de cartes SIM.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La régularisation des puces GSM non identifiées s'avère plus compliquée que prévue. Le délai imparté aux opérateurs — qui a déjà été prolongé d'un mois par l'ARPT — est arrivé à expiration, hier, 30 mai à minuit.

Il semblerait que les trois opérateurs de téléphonie mobile n'aient toujours pas réussi à mener à terme cette opération. Le conseil de l'Agence de régulation de la poste et des télécommunications consacrera aujourd'hui sa réunion hebdomadaire à l'étude de ce dossier, apprend-on d'une source proche du ministère des Télécommunications. «C'est au conseil de décider si le programme d'identification doit être

prolongé ou pas. Ses membres se baseront sur le procès-verbal élaboré par la direction réseaux et services de télécommunications de l'ARPT.

Le P-V en question prend en compte les bilans chiffrés des trois opérateurs», note notre source.

Selon notre interlocuteur, ces chiffres font état d'un total de 2,5 millions de puces anonymes qui sont encore sur le marché. Il s'avère que Mobilis détient 1,2 million de cartes SIM non-identifiées.

D'après Slimane Abdedou, directeur de la division commerciale et marketing, deux mois seraient nécessaires à l'opérateur historique pour identifier l'ensemble de ses clients. «En fait,



L'ARPT étudie le prolongement de l'opération.

Mobilis n'a pas attendu l'ARPT. Elle a lancé sa propre opération dès la fin de l'année 2007. Actuellement, nous avons réussi à fiché 1,4 million de puces. Il faut avouer que ce n'est pas une chose aisée, nous pourrions venir à terme de l'ensemble des SIM vers la fin du mois de juillet», a indi-

qué Slimane Abdedou. Selon lui, Mobilis est confronté à des difficultés liées à la saisie des contrats.

«La saisie des nouveaux contrats se déroule dans la centaine d'agences que compte notre réseau. Au niveau de la direction centrale, nous avons également dû

engager des prestataires de service spécialisés en saisie.» Du côté de Nedjma, la prolongation du délai est également souhaitée. «Je pense qu'il y a un consensus entre tous les opérateurs à ce sujet.

Il est évident que toute prolongation permettra aux retardataires de régulariser leur situation», note Ramdane Djazairi, directeur de la communication de Nedjma.

«Au lancement de ce programme, nous avions déclaré 10% de puces anonymes sur un total de 4 millions d'abonnés.

A vrai dire, nous ne disposons pas de l'ensemble des données car elles sont encore en phase de traitement. Mais la diminution de l'affluence dans nos boutiques peut être un bon indice», estime Djazairi.

Le représentant de Djezzy étant injoignable, il nous a été impossible d'obtenir des informations sur le déroulement de cette opération.

T. H.

MUTINERIE AU CENTRE

DE DÉTENTION

DES MINEURES DE BLIDA

Une quinzaine de filles blessées

Le centre de détention des mineures de Blida a été, hier, le théâtre d'une mutinerie dans laquelle une quinzaine de prisonnières ont été blessées.

Les causes de cette rébellion seraient, selon une source, les «mauvaises conditions carcérales» des détenues notamment depuis la venue, en janvier 2008, de plusieurs prisonnières de Birkhadem, ce qui aurait occasionné une vive contestation de la part des anciennes détenues en raison de l'exiguïté provoquée par la surcharge.

Vu l'ampleur de la rébellion, nous dit-on, le procureur général près la cour se serait déplacé lui-même au centre de détention des mineures de Blida pour s'enquérir de la situation. A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que les filles blessées ont été transférées à l'hôpital pour des soins.

M. B.

ORAN

Vive tension aux alentours du tribunal d'Es-Sedikia

Au lendemain d'une semaine de troubles et de vive tension, la ville d'Oran était quadrillée par la police. La tension était plus perceptible aux alentours du tribunal d'Es-Sedikia, où les familles des émeutiers incarcérés étaient présentes sur les lieux dès les premières heures de ce 31 mai 2008, persuadées, et ce, malgré les démentis des autorités, que le procès de leurs enfants allait avoir lieu ce jour-là.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Un important dispositif de sécurité était mis en place, ce qui confortait les familles dans leur idée que le procès de leurs enfants allait avoir lieu.

Renseignement pris, il s'agit uniquement de la présentation d'une centaine de jeunes devant le juge d'instruction après ceux (200) présentés durant le week-end.

Il s'agissait de 27 majeurs et de 11 mineurs au niveau du tribunal d'Es-Sedikia, de 28 majeurs au niveau du tribunal d'Es-Senia et de 7 autres au niveau de Gdyl.

Hier matin et ce, jusqu'en début d'après-midi, l'atmosphère était tendue, mais ce qui nous a le plus frappé lors de notre tournée dans différents quartiers parmi les plus touchés par les émeutes, tels qu'El Hamri, Mediouni, Pitti, Victor-Hugo, c'est bien l'absence des jeunes, comme si la ville s'était vidée de

cette frange de la population. Les rares personnes ayant accepté de nous répondre, car tout le monde se méfie, nous dirent qu'à «plusieurs reprises, la police est venue rechercher des jeunes qui seraient impliqués dans les émeutes et qui auraient été filmés ou pris en photo par les services de sécurité».

Hier, au niveau du tribunal d'Es-Sedikia, les policiers, munis de matras et de casques, étaient nombreux, se tenant près des centaines de familles des émeutiers arrêtés.

Des femmes âgées assises à même le sol nous dirent en pleurs : «Ils veulent que nous partons d'ici et ne cessent de nous dire que le procès n'aura lieu que dans un mois, ce qui est faux. Nous sommes ici depuis 5h du matin et nous attendrons le temps qu'il faudra.»

Un vieil homme affirme : «J'habite à El-Hamri, mes trois fils âgés de 21, 25 et



Une semaine d'affrontements entre les jeunes et les forces de l'ordre.

26 ans sont incarcérés, ce sont des inconditionnels du MCO, ils n'ont fait qu'exprimer leur déception, ce ne sont pas des voyous.»

Une femme au bord de l'évanouissement nous montre la photo de son fils (19 ans) : «C'est un jeune chômeur, et il n'a fait que suivre le mouvement.

Oui, il avait un bandeau sur le visage mais c'était pour se protéger des bombes lacrymogènes. Je veux récupérer mon fils, il ne supportera pas la prison.» Le choix d'une heure tardive pour la présentation des émeutiers (17h) n'est

pas fortuite. On craint, nous dit-on, la révolte des familles et des proches des jeunes incarcérés, dans le

cas où le juge d'instruction ordonnerait leur mise sous mandat de dépôt. Les familles étaient décidées à occuper les lieux quitte à être embarquées par la police, refusant de partir sans connaître le sort qui a été réservé à leurs enfants.

L'entrée du tribunal était filtrée ; les familles n'étaient pas autorisées à y pénétrer et étaient tenues à l'écart. Plus les heures passaient et plus la foule devenait nombreuse et plus encore les renforts de police affluaient sur les lieux.

Quant à la date du procès, elle n'a toujours pas été fixée, et ce jour, probablement, la sécurité sera renforcée.

A. B.

RÉGHAÏA

Les citoyens ferment la route

De nombreux citoyens, majoritairement des jeunes des cités Ali-Khodja et Chebcheb de la commune de Réghaïa (est de la wilaya d'Alger), ont fermé, dans la matinée d'hier, la route (la RN 24) pour protester contre leurs conditions de vie qu'ils disent déplorables.

Les manifestants ont obstrué la route à l'aide de pneus brûlés, de grosses pierres et autres moyens pouvant empêcher la circulation automobile. Les services de sécurité étaient présents, mais se sont faits discrets. Les manifestants réclament l'apurement de la situation juridique de leurs lots de terrain qu'ils ont pour certains acquis sans actes chez des privés, la réfection des routes et l'installation de l'éclairage public. Le P/APC, Lazhar Bachir, a reçu dans son bureau une délégation envoyée par les insurgés en vue de lui exposer les problèmes qui les ont mis en colère. Le geste accompli par le P/APC, qui a promis de prendre en charge les doléances de ses administrés, a fini par calmer les esprits. Les manifestants ont fini par se séparer dans le calme.

Abachi L.